

BANQUE DE FRANCE

# LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2022 ET PERSPECTIVES 2023

Février 2023

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

## Contexte National

**L'année 2021 a été marquée par le rebond de la croissance, après une crise économique d'ampleur considérable causée par la pandémie de Covid-19. Alors que l'année 2022 devait consolider cette reprise, la croissance a été affectée par de nouvelles vagues épidémiques et surtout par la guerre russe menée contre l'Ukraine.** Ainsi, selon le [FMI \(WEO d'octobre 2022\)](#), le PIB mondial augmenterait de 3,2% en 2022. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 3,1 % en 2022, après une hausse de 5,2 % en 2021.

En France, sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance du PIB s'établirait à 2,6 % d'après les plus récentes prévisions de la Banque de France. Cela montre une résilience de l'économie française face à la résurgence épidémique causée par le variant Omicron et les effets de la guerre russe en Ukraine, déclenchée fin février. La résistance de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a poursuivi son rebond post-Covid observé dans la deuxième partie de 2021. Le secteur de l'industrie a pâti de la succession des chocs affectant aussi bien l'offre que la demande. L'activité a globalement connu un net ralentissement au second semestre, touchée par les effets de la forte inflation dans un contexte d'envolée des prix de l'énergie.

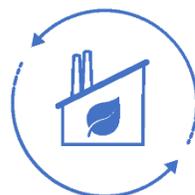
**Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2022, l'activité traverserait deux phases bien distinctes lors des prochaines années : un net ralentissement à partir de cet hiver causant une faible croissance de + 0,3 % pour 2023, puis un recul des tensions inflationnistes et une reprise progressive de l'expansion économique avec une croissance de 1,2 % en 2024, puis 1,8 % en 2025.**

La situation sur le marché du travail s'est améliorée en 2022. L'emploi salarié a poursuivi son rebond soutenu par la levée des contraintes sanitaires dans les services, et par la poursuite des créations d'emplois en apprentissage. Dans un contexte de fléchissement de l'activité, ce fort dynamisme de l'emploi, ainsi que du volume d'heures travaillées, a eu pour contrepartie une quasi-stagnation de la productivité par tête et un recul de la productivité horaire. Le taux de chômage s'établit en moyenne annuelle autour de 7,3 %, un niveau historiquement bas. Lors des prochaines années, il suivrait un profil en cloche : remontant d'abord en raison du ralentissement de la croissance et du rétablissement de la productivité, puis diminuant au cours de 2025.

**L'année 2022 a été marquée par le retour de la hausse des prix à des niveaux inédits depuis les années 1990.** Les tensions sur les prix internationaux des matières premières ont causé une inflation en augmentation continue sur l'année 2022, qui s'établirait à 6,0 % en moyenne annuelle (IPCH). En 2023, l'inflation se situerait de nouveau à 6,0 % en moyenne annuelle, mais avec un profil temporel très différent : pic au premier semestre, puis décru sur le reste de l'année. En 2024, l'inflation se replierait encore pour revenir en fin d'année et en 2025 vers la cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 %.

Dans le contexte de forte inflation, **l'Eurosystème a mis en oeuvre la normalisation de sa politique monétaire, avec plusieurs hausses de ses taux directeurs depuis juillet 2022, et s'est engagé à poursuivre son action afin d'assurer un retour de l'inflation à la cible des 2 %.**

## Chiffres clefs



Industrie

**Chiffre d'affaires**

**2022 :** +13,6 %  
**2023 :** +4,9 %

**Exportations**

**2022 :** +11,8 %  
**2023 :** +4,8 %

**Effectifs**

**2022 :** +3,6 %  
**2023 :** +1,1 %



Services marchands

**Chiffre d'affaires**

**2022 :** +5,7 %  
**2023 :** +3,4 %

**Effectifs**

**2022 :** +3,8 %  
**2023 :** +2,6 %



Construction

**Production totale**

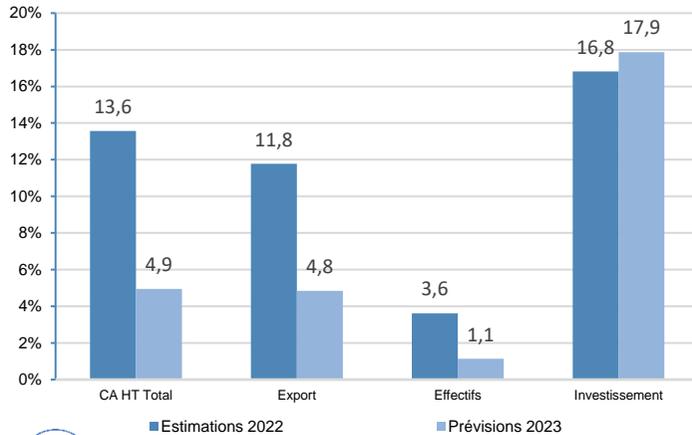
**2022 :** +4,6 %  
**2023 :** +1,4 %

**Effectifs**

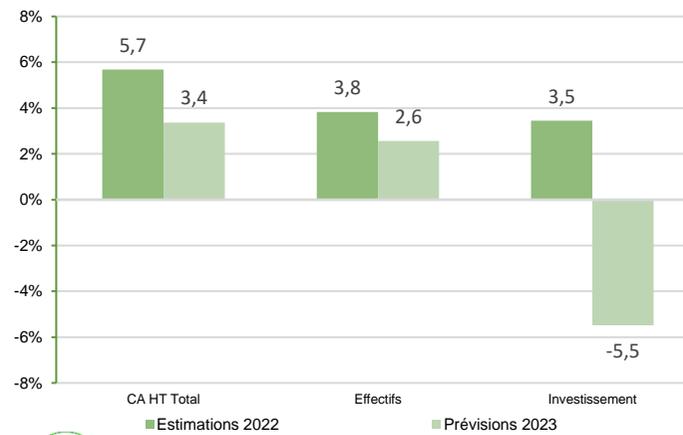
**2022 :** +3,0 %  
**2023 :** +1,2 %

## Situation régionale

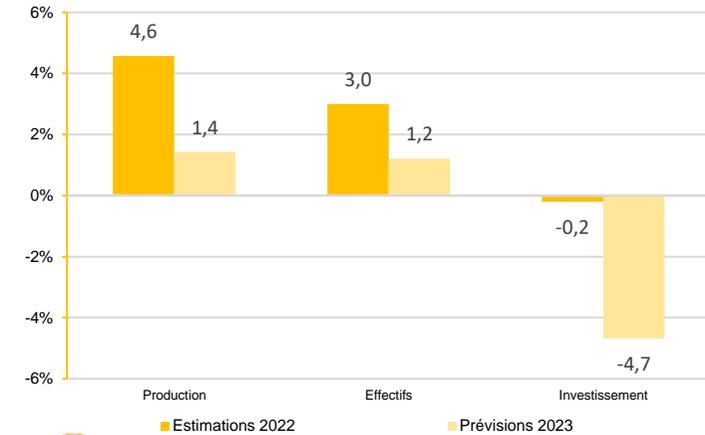
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

### Points Clefs

En 2022, les chiffres d'affaires progressent significativement, soutenus par des révisions de prix induites par les coûts d'achat haussiers, les revalorisations salariales et la flambée des tarifs énergétiques. Les dirigeants, prudemment, tablent sur une faible évolution des ventes en 2023 dans un contexte d'inflation persistante.

L'activité requiert un renforcement des équipes. Les difficultés de recrutement se détendent légèrement, mais certains profils restent insuffisamment disponibles (en particulier dans les services marchands). De ce fait, les efforts engagés se poursuivront en 2023 afin de compléter les effectifs.

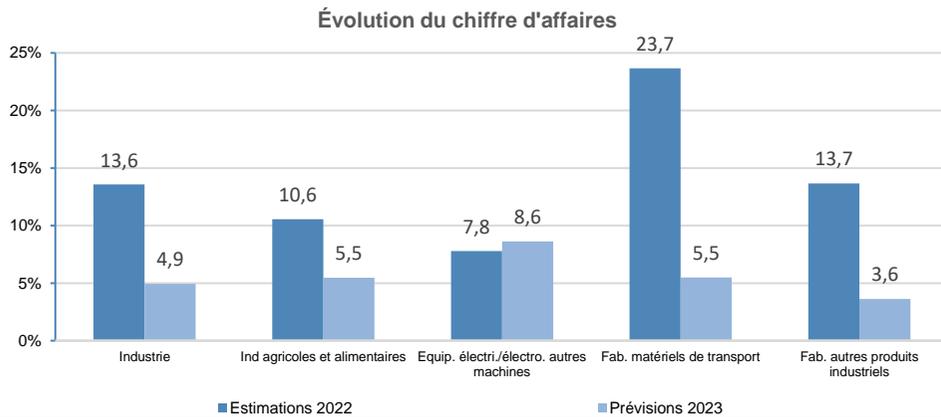
Les investissements se poursuivent. Outre les projets déjà planifiés, les enjeux de sobriété énergétique comme les problématiques d'effectifs ont provoqué des adaptations de l'outil productif. Ceux-ci se maintiendront dans l'industrie en 2023, avec de fortes disparités sectorielles.

Les prévisions 2023 sont marquées par une moindre visibilité, et un attentisme croissant.



## Synthèse de l'Industrie

L'année 2022 est marquée par une hausse des prix significative, qui se conjugue avec des volumes encore croissants. Des recrutements se sont avérés nécessaires, bien que difficiles à réaliser. Un ralentissement de la croissance est attendu en 2023, et les dirigeants font part d'un niveau d'incertitude particulièrement élevé dans l'industrie.



Les évolutions de chiffres d'affaires traduisent tant des modifications de volumes que de prix.

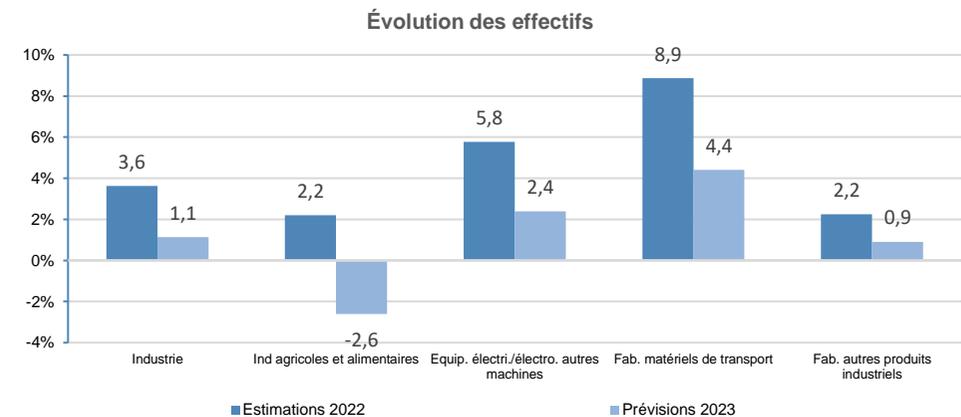
En **2022**, des hausses tarifaires ont été nécessaires pour limiter la dégradation des marges et des trésoreries. La progression de la production, qui était sensible en 2021, se ralentit donc fortement. Actuellement, l'équilibre entre les volumes et les prix est l'objet de toutes les attentions, les dirigeants s'interrogeant sur le niveau acceptable des tarifs. De ce fait, l'incertitude est qualifiée d'importante tout au long de l'année écoulée.

Les projections **2023** sont prudentes. Déflatées, elles recouvriraient un ralentissement modéré de la production qui serait plus marqué dans la branche des autres produits industriels, segment composite et significatif.

Les effectifs s'accroissent en **2022** dans un contexte où la rotation du personnel, en hausse, est le pendant du bas niveau de chômage. Le recours aux compétences adéquates reste complexe et les négociations salariales aboutissent à des augmentations très proches de l'inflation.

Si la progression des moyens humains est de mise dans chaque segment, celle du secteur des matériels de transport est à relativiser suite à l'ajustement baissier enregistré en 2021.

En **2023**, le renforcement des équipes devrait se poursuivre dans une moindre proportion. Les entreprises escomptent stabiliser les forces vives à travers un recours accru aux CDI. Seule l'industrie alimentaire se démarque par un resserrement envisagé du nombre de contrats.

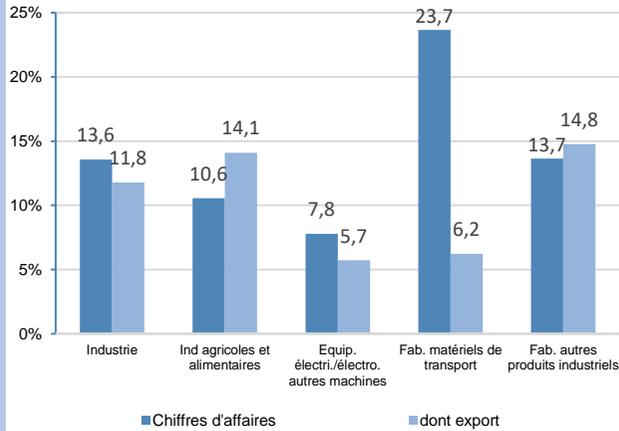




**21%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

### Chiffre d'affaires, dont export

Industrie par secteurs

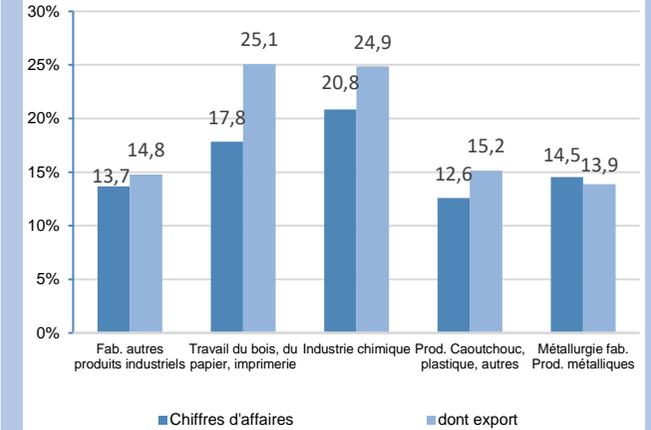


Masquée par une hausse de prix significative, l'activité tend à s'étoffer. Elle est favorisée par des approvisionnements qui se fluidifient au cours de l'année. Il en résulte une légère amélioration de l'utilisation des capacités de production. La fabrication de matériels de transport se démarque par des lancements de gamme et des révisions tarifaires importantes.

**Chiffres d'affaires en hausse, sous l'effet d'une progression des volumes et des prix.**

### Chiffre d'affaires, dont export

Détails des Autres produits industriels

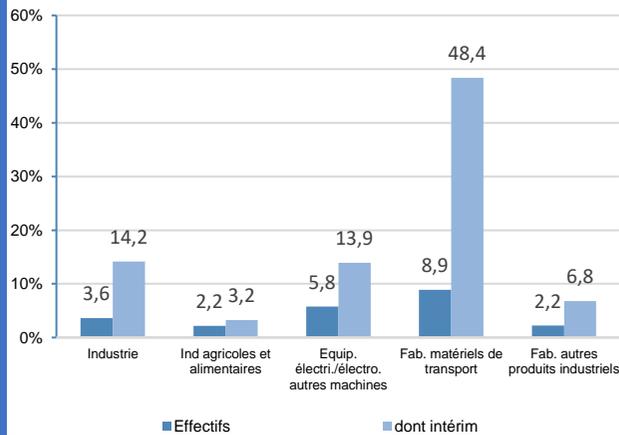


58% des effectifs industriels de la région travaillent dans le secteur des autres produits industriels, de nouveau porteurs. La demande extérieure a été importante en 2022 et s'avère décalée par rapport au redéploiement du marché intérieur, intervenu dès 2021. Les cours des matières premières, en particulier des métaux, ont atteint un palier haut en 2022 et majorent les chiffres d'affaires.

**Orientation positive des autres produits industriels, soutenue par les exportations.**

## Bilan 2022

Industrie par secteurs



**Renforcement des effectifs via un recours accru à l'intérim.**

Le rebond du secteur automobile se traduit par des besoins importants en effectifs, comblés essentiellement par des contrats intérimaires. Cela conforte l'évolution globale de l'emploi industriel. Les dirigeants soulignent un changement de paradigme des salariés, plus enclins à changer d'entreprise, ou à solliciter des conditions professionnelles moins implicantes (horaires, etc).

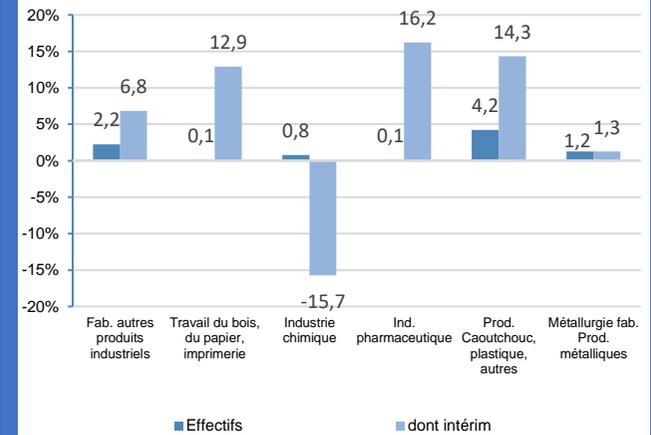
**Effectifs, dont intérim**

**Consolidation des équipes recouvrant d'importantes disparités sectorielles.**

Globalement, l'emploi se développe. Cependant les ressources humaines peinent à se stabiliser dans le travail du bois, papier et imprimerie comme dans l'industrie pharmaceutique. Le recours aux contrats temporaires s'avère alors indispensable pour compenser l'érosion des moyens. A contrario, le segment de la chimie a pu embaucher des salariés en CDI, et se désengager ainsi de l'intérim.

**Effectifs, dont intérim**

Détails des Autres produits industriels

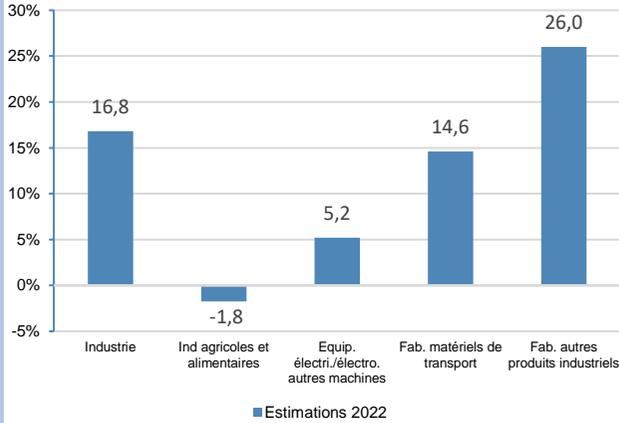




**21%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

### Évolution des investissements

Industrie par secteurs



Les investissements reprennent après deux exercices d'attente. En particulier, la filière des papeteries et travail du bois a dédié des budgets croissants et importants à ses équipements, plus massifs que dans l'ensemble du secteur des autres produits industriels. Seules les enveloppes de la branche agroalimentaire s'inscrivent en léger retrait.

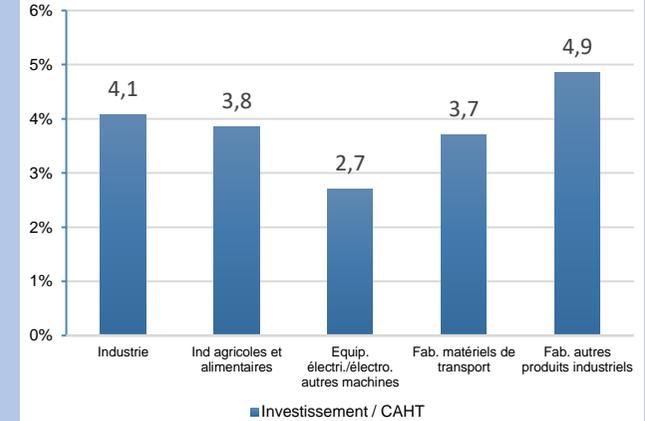
**Reprise des investissements, excepté dans l'industrie alimentaire.**

### Répartition des investissements

Dans la région, les secteurs prédominants que constituent les autres produits industriels et l'agroalimentaire (avec entre autres la viticulture) sont les plus importants investisseurs, ramené au niveau des chiffres d'affaires. Par ailleurs, les difficultés de recrutement soulignées de manière récurrente ont incité des dirigeants à accroître l'automatisation de leur fabrication.

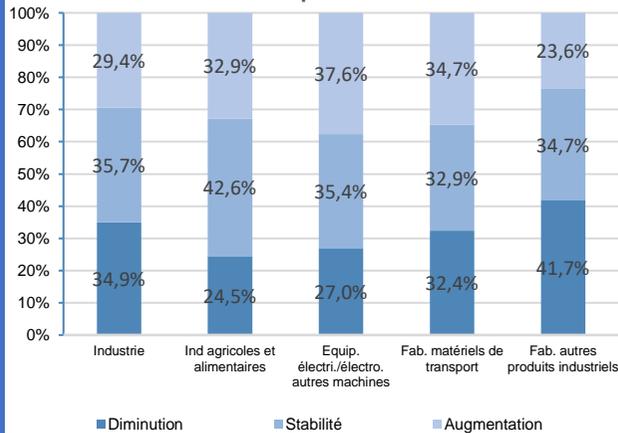
**Part significative des chiffres d'affaires consacrée aux immobilisations.**

Part des investissements



## Bilan 2022

Industrie par secteurs



**Resserrement des marges liées aux coûts des intrants, de l'énergie et de la main d'œuvre.**

Les hausses des cours des matières, comme de l'énergie, ont été répercutées souvent partiellement et en différé sur les prix de vente. Il en résulte une dégradation de la rentabilité, qui affecte ensuite les trésoreries. Par exception, la filière champenoise parvient à revaloriser ses tarifs en raison d'une demande supérieure à l'offre.

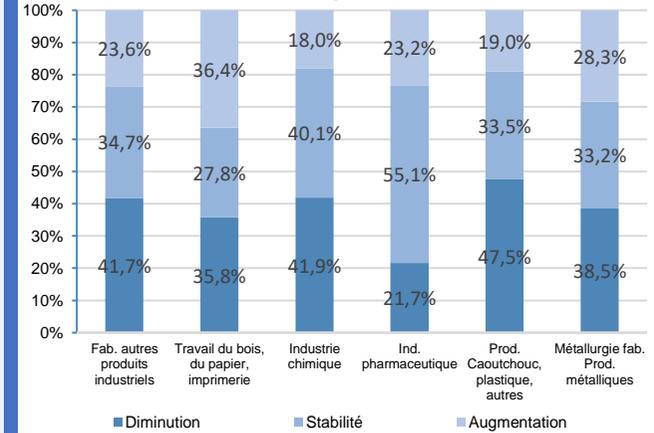
**Rentabilité**

**Dégradation de la rentabilité affectant toutes les sous-branches.**

La dégradation des profits concerne également les autres produits industriels. Les fabricants sont diversement affectés, selon les contrats d'énergie négociés et leur consommation. Cette hausse prend le relais de celle des matières, en particulier des métaux, dont le cours se stabilise à un niveau élevé. Dans ce contexte, la fixation d'un prix juste et acceptable est une préoccupation majeure.

**Rentabilité**

Détails des Autres produits industriels

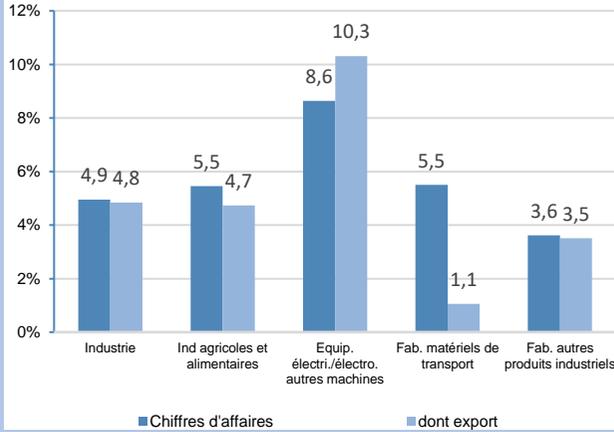




**21%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

### Chiffre d'affaires, dont export

Industrie par secteurs

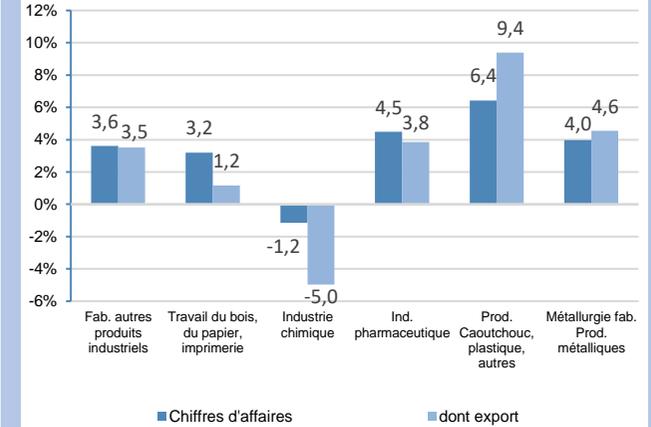


L'augmentation apparente de l'activité en 2023 combine un ralentissement de la production et une inflation attendue à 6 %. Cette réévaluation moyenne comprend des disparités sectorielles ne permettant pas d'affiner plus l'analyse. Les exportations devraient connaître une évolution similaire, sauf dans la branche automobile où la demande étrangère devrait se contracter.

**En 2023, croissance des chiffres d'affaires induite par des hausses de prix.**

### Chiffre d'affaires, dont export

Détails des Autres produits industriels

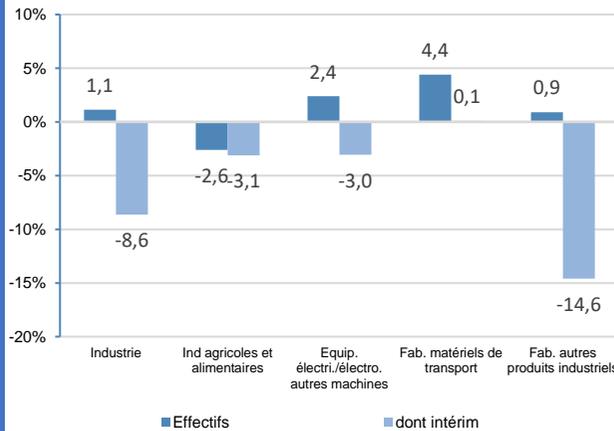


Le segment composite des autres produits industriels ralentira ses cadences de fabrication. La visibilité est faible, en particulier dans l'industrie chimique. La hausse des coûts énergétiques inciterait les dirigeants à rationaliser leur production, voire à l'interrompre ponctuellement dans un contexte où les carnets de commandes, encore bons, se réduisent.

**Volumes altérés, essentiellement dans l'industrie chimique.**

## Perspectives 2023

Industrie par secteurs



**Emploi permanent maintenu en 2023, au détriment du travail temporaire.**

Excepté dans le secteur agroalimentaire, la main d'œuvre sera globalement préservée, alors que les rythmes productifs fléchiront. La variable d'ajustement que constitue le volant d'intérimaires devrait marquer le pas. Le secteur automobile fait exception : outre des embauches en CDI, il conserverait l'amplitude de ses emplois temporaires.

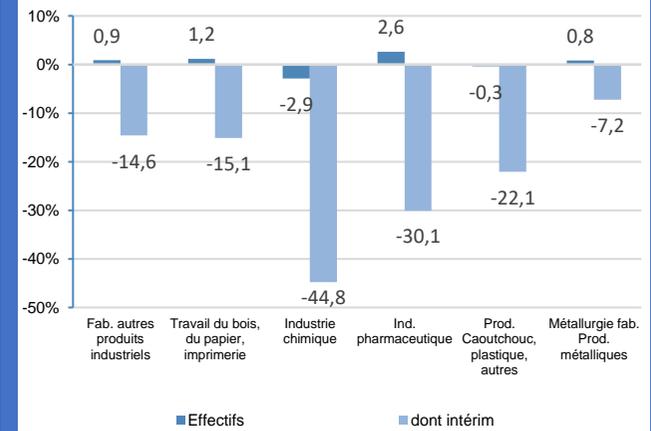
**Effectifs, dont intérim**

**Quelques recrutements en CDI mais moindre recours à l'intérim.**

Les industriels consolideront leurs effectifs (à l'exception de la branche de la chimie, qui prévoit une baisse à l'image de sa production). Les dirigeants escomptent réduire leur dépendance aux contrats courts en étoffant légèrement le personnel permanent. Cette volonté de moins recourir à la main d'œuvre externe était déjà manifeste l'an passé.

**Effectifs, dont intérim**

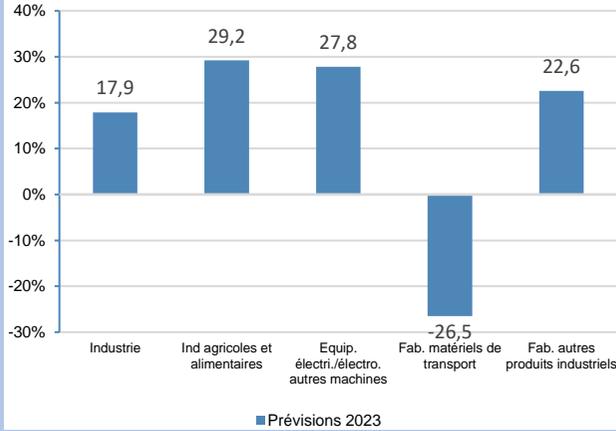
Détails des Autres produits industriels





**21%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteurs



### Investissements

Les enveloppes dédiées aux acquisitions d'actifs devraient poursuivre leur croissance. La branche agroalimentaire envisage un rebond notable de ses investissements, porté en partie par la filière viticole. Elle compense la diminution des budgets prévus dans la fabrication de matériels de transport, qui restent étroitement liés aux mises en place de nouvelles gammes.

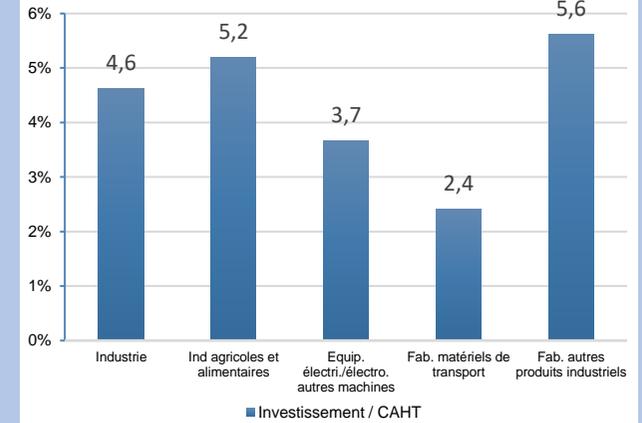
**Accentuation des investissements, sauf dans la filière automobile.**

### Orientation des prévisions

Les industriels envisagent globalement de poursuivre leurs efforts d'investissement, voire de les intensifier. Outre les budgets déjà alloués, les dirigeants prévoient d'affecter des fonds supplémentaires à la sobriété énergétique. La finalité est de réduire l'impact des coûts sur les marges afin de maintenir le niveau de compétitivité.

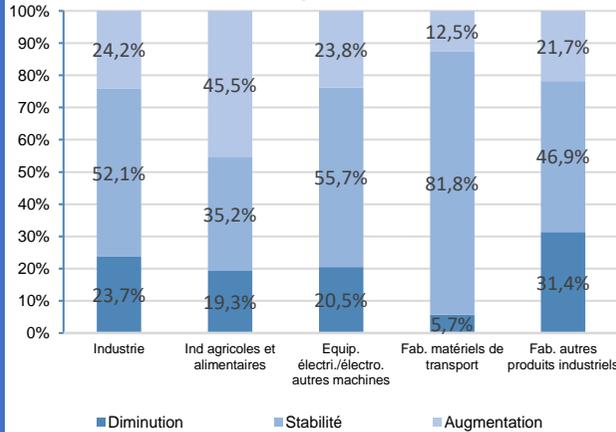
**Part des chiffres d'affaires allouée aux équipements et immobilier en hausse.**

Prévisions d'investissements / CA



## Perspectives 2023

Industrie par secteurs



**Dans l'ensemble, préservation des marges en 2023.**

Dans le contexte de ralentissement annoncé à court terme, les dirigeants cherchent à préserver leur rentabilité. Seule la filière agroalimentaire se démarque en espérant relever ses marges. Ainsi près de la moitié des entreprises de ce secteur devrait connaître une amélioration de la profitabilité en 2023.

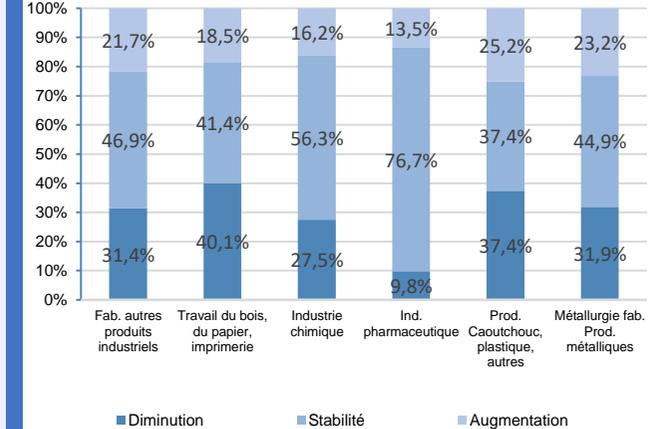
### Rentabilité

**Rentabilité plus aléatoire dans les autres produits industriels.**

Si la majorité des professionnels espère une prudente conservation des marges, près du tiers d'entre eux n'exclut pas une dégradation. Celle-ci pourrait être induite en partie par la révision tarifaire de l'énergie, mais également par la difficile répercussion du coût des intrants. Ce sont donc les entreprises les plus énergivores qui seraient les plus impactées.

### Rentabilité

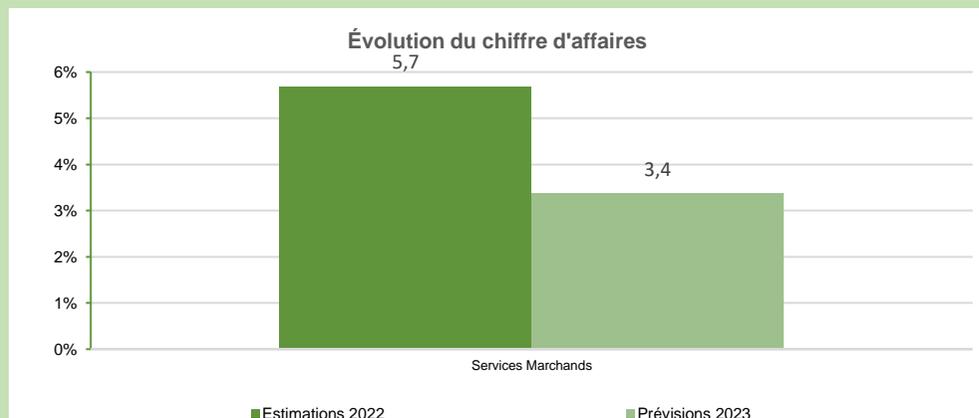
Détails des Autres produits industriels





## Synthèse des services marchands

La progression du chiffre d'affaires en 2022 est à relativiser au regard de l'inflation enregistrée sur l'année, d'un niveau à peu près équivalent. Elle devrait se poursuivre en 2023, de manière plus ténue. Cependant, la répercussion des prix de l'énergie pourrait en être davantage la cause qu'une augmentation du nombre de prestations. Les recrutements, encore considérés comme insuffisants, ont été plus nombreux qu'espéré, et complétés par de l'intérim.

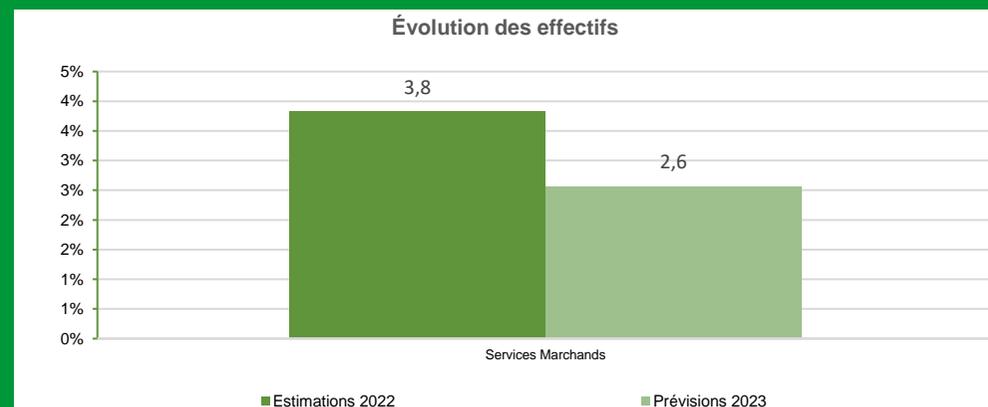


L'exercice **2022** a été marqué par la fin des mesures sanitaires liées au Covid. Ainsi, le tourisme a repris, son essor se répercutant dans de nombreux secteurs. Globalement, l'activité est résiliente, d'un niveau supérieur à la moyenne de longue période. Cependant, si l'indice d'incertitude est meilleur que dans l'ensemble de l'économie, il reste inhabituellement élevé. Les augmentations de prix, moins fréquentes, ont affecté les marges et les trésoreries.

Cette tendance haussière devrait se poursuivre en **2023**, mais dans une moindre ampleur. Elle pourrait être induite par un nombre moindre de prestations. Dans les services marchands, les marges sont attendues majoritairement en baisse, laissant augurer d'une difficile répercussion des coûts sur les tarifs de vente.

En **2022**, les recrutements n'ont pas comblé les besoins persistants en effectifs. Actuellement, plus d'une entreprise sur deux voit son activité bridée par une inadéquation des profils disponibles avec les postes proposés. De nouveau, les dirigeants ont eu recours aux heures supplémentaires, voire ont créé un parcours de formation spécifique.

Les chefs d'entreprise envisagent de poursuivre leurs efforts d'embauche en **2023**, nonobstant les fluctuations d'activité. Cette progression, visible dans chaque profession, masque cependant des disparités.

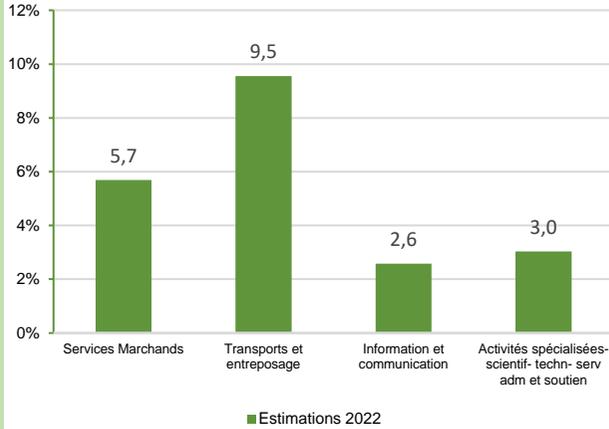




46%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

### Évolution du chiffre d'affaires



### Chiffre d'affaires

Les chiffres d'affaires poursuivent la croissance entamée l'année dernière. Le secteur du transport et entreposage, particulièrement dynamique, a profité des effets antérieurs des restrictions sanitaires. La hausse des volumes, après une année 2021 marquée par les confinements, et l'inflation (effet prix), expliquent cette progression. Le nombre des prestations dans les secteurs de l'édition et programmation, diminuent.

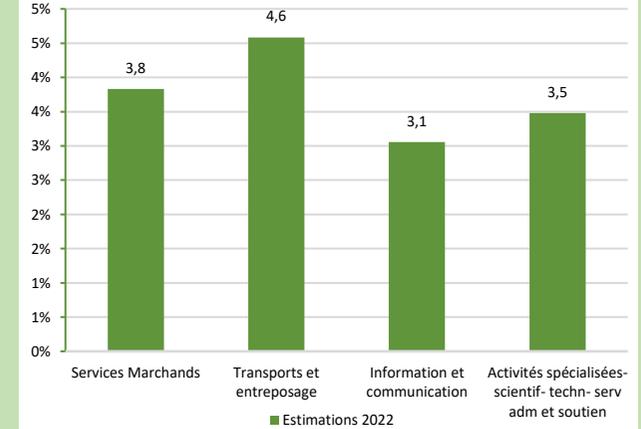
**Progression globale contrastée selon les secteurs.**

### Effectifs

Des embauches ont été effectuées dans tous les segments, en particulier celui du transport et entreposage. Cependant, les entrepreneurs continuent de signaler des difficultés à trouver des profils correspondants aux besoins, et ceci désormais dans l'ensemble des activités. Cette problématique, persistante, freine la croissance.

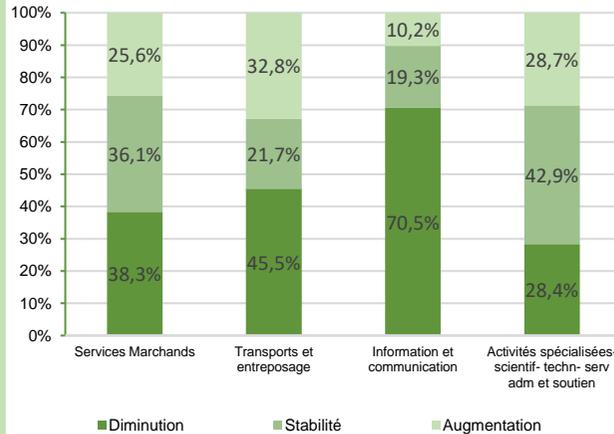
**Renforcement global des effectifs.**

### Évolution des effectifs



## Bilan 2022

### Évolution de la rentabilité



**Rentabilité stable voire en baisse.**

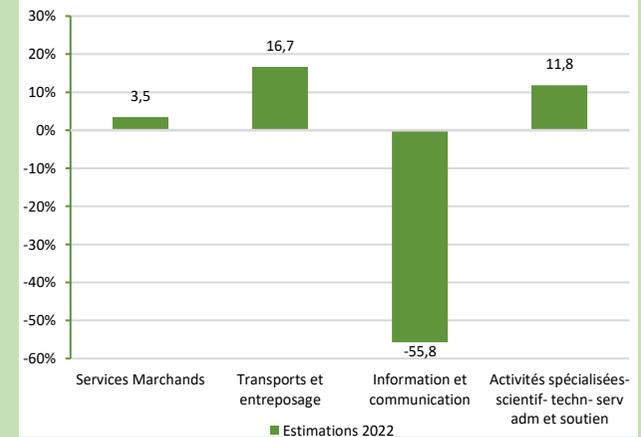
À l'exception des activités spécialisées, qui enregistrent une relative stabilité de leurs marges, les autres segments ont vu leur rentabilité diminuer. Cet effet est particulièrement marqué dans l'information et communication, où les chefs d'entreprise interrogés peinent à répercuter les hausses des coûts à leur clientèle.

### Rentabilité

### Évolutions très différenciées selon les activités.

Les investissements évoluent de façon très disparate selon les branches. En chute apparente dans l'information et communication, comparé aux dépenses importantes de 2021, ils évoluent en nette progression dans les transports où de nombreuses livraisons de camions ont été décalées sur 2022 à la suite de pénuries. Les activités spécialisées investissent moins, et plutôt dans la construction de nouveaux locaux.

### Évolution des Investissements

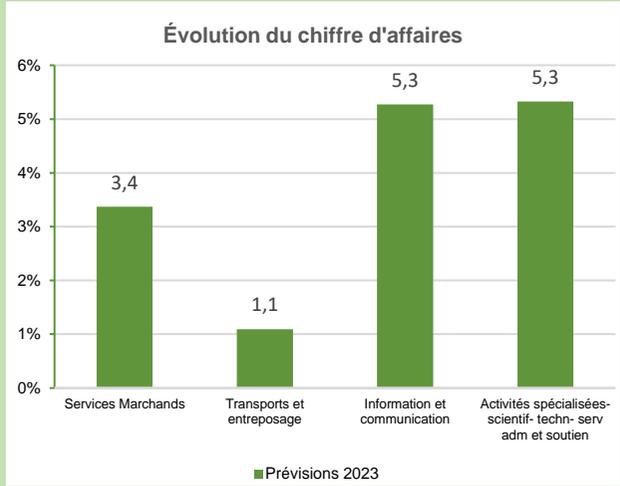


### Investissements



**46%**  
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

### Chiffre d'affaires



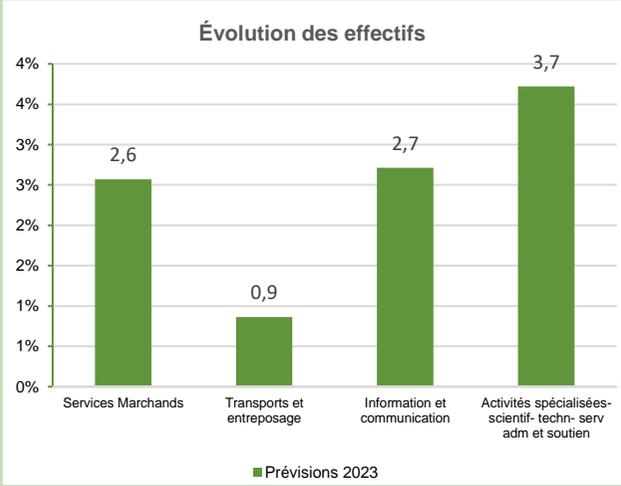
Une nouvelle majoration des chiffres d'affaires est attendue. Elle sera limitée dans le secteur du transport et entreposage par des effets de seuils psychologiques de prix - après la flambée de ces 2 dernières années. La répercussion des cours de l'énergie sur les prix de vente devrait venir gonfler les montants des prestations.

**Nouvel accroissement, plus ou moins marqué selon les branches.**

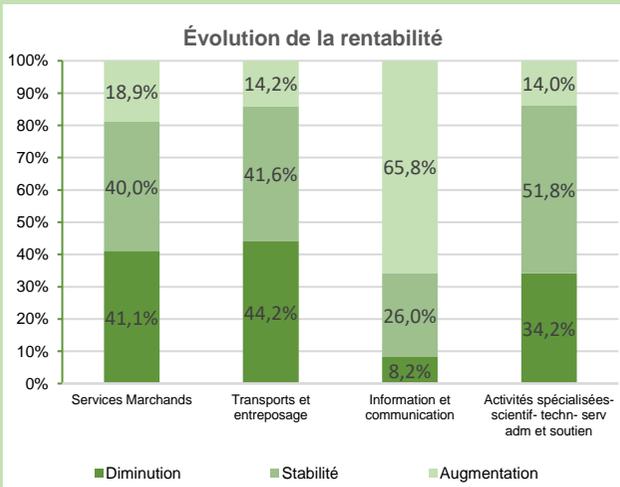
### Effectifs

La tendance haussière devrait se poursuivre, plus ténue dans le segment des transports. Certains entrepreneurs espèrent un début d'année 2023 plus propice aux recrutements, même si des difficultés devraient perdurer, en particulier dans l'ingénierie.

**Un secteur encore pourvoyeur d'emplois.**



## Perspectives 2023



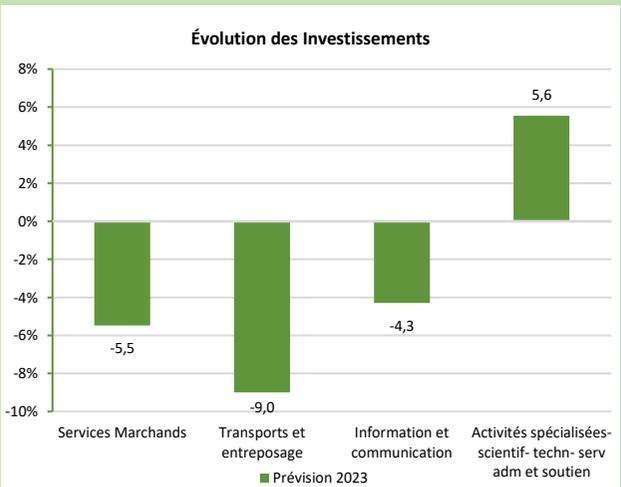
**Rentabilités attendues très contrastées.**

Prudence est de mise avec plus de trois quart des dirigeants qui n'envisagent pas d'amélioration des performances en 2023. Dans les transports, cette évaluation, récente, est liée aux prix des carburants. Avec la suppression des remises sur le prix du gasoil, une baisse des marges est attendue par la majorité des transporteurs interrogés. À l'inverse, les acteurs de l'information et communication tablent sur une progression de la rentabilité en 2023.

### Rentabilité

**Repli global escompté dans les investissements.**

Les enveloppes budgétaires consacrées aux acquisitions d'actifs devraient marquer le pas en 2023. Seul le secteur des activités spécialisées tirerait son épingle du jeu, avec des prévisions nettement revalorisées.

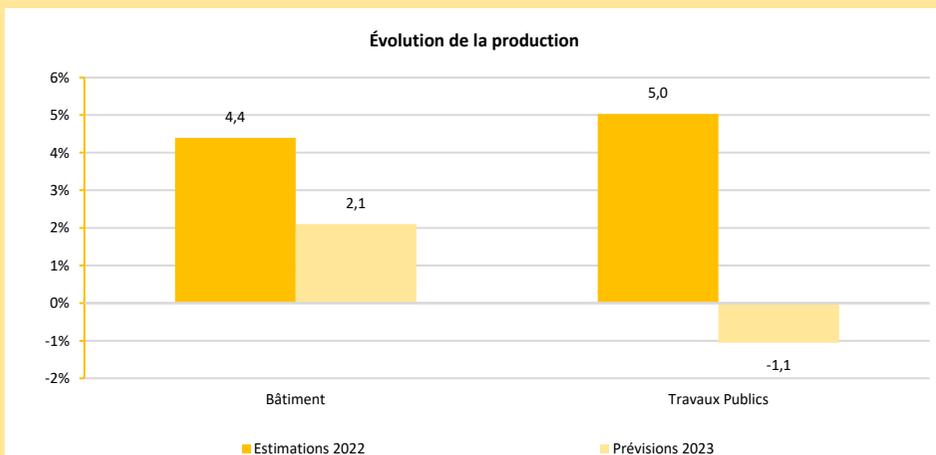


### Investissements



## Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

Le secteur de la construction (travaux publics et bâtiment inclus) enregistre une progression des courants d'affaires moindre que dans l'ensemble de l'économie. En 2023, les performances attendues devraient être moyennes, voire dégradées selon les segments considérés. Les métiers de la construction continuent à être pourvoyeurs d'emplois.

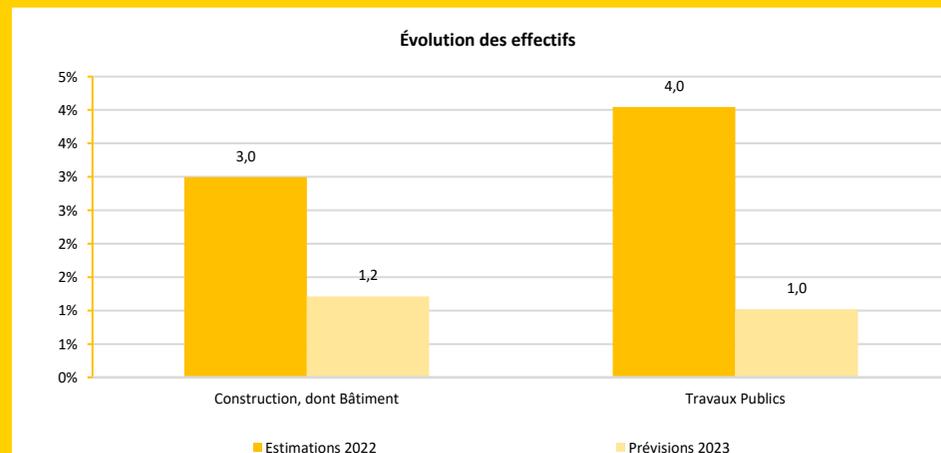


Les chiffres d'affaires dans le BTP se sont moins développés en **2022** que dans le reste de l'économie, ponctionnant sur des carnets de commandes bien fournis en début d'année. L'envolée des prix des matériaux et leur moindre disponibilité se sont combinées à des entrées d'ordres en retrait. Ainsi nombre de demandes de permis de construire avaient été déposées avant le 31/12/21, en anticipation des changements législatifs. En parallèle, le secteur public a dû revoir ses projets, les enveloppes budgétaires n'étant pas revalorisées à hauteur des évolutions tarifaires.

Si les entrepreneurs du bâtiment établissent des perspectives de vente en légère progression pour l'année **2023** (notamment le second œuvre), ceux des travaux publics sont moins optimistes. Ce constat s'expliquerait par un recul du nombre de prestations auprès de la clientèle du secteur public.

L'inadéquation entre les besoins en effectifs et la main d'œuvre disponible perdue en **2022**. Elle affecte plus de la moitié des employeurs. Afin de respecter les délais, les chefs d'entreprise ont recours au personnel intérimaire et aux heures supplémentaires. A l'instar de leurs homologues du bâtiment, les professionnels des travaux publics ont étoffé leurs moyens humains, essentiellement avec des contrats pérennes (notamment pour les conducteurs d'engins).

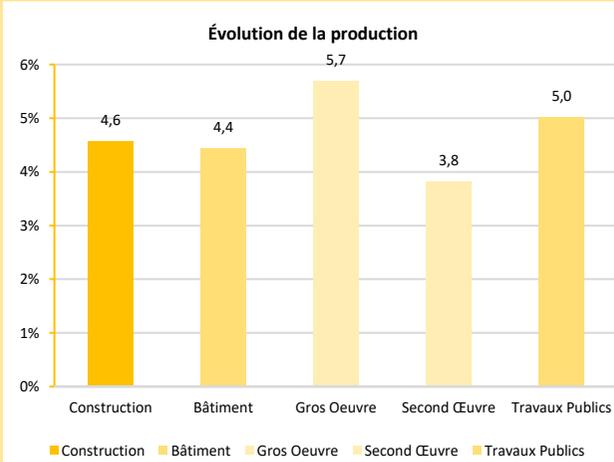
En **2023**, l'axe portera sur la consolidation des salariés permanents, à la défaveur des contrats à court terme. La démarche, ambitieuse, est de ce fait décorrélée du nombre de chantiers engagés.



Source Banque de France – CONSTRUCTION



**8%**  
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



**Production totale**

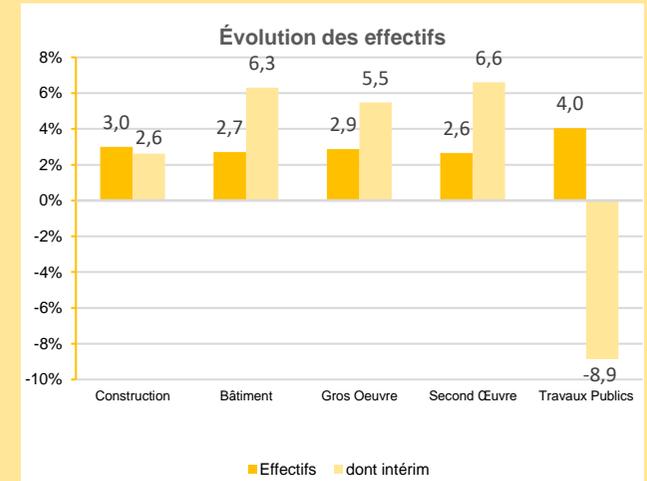
En 2022, en dépit d'un contexte général difficile (hausse des coûts énergétiques et des matériaux), le secteur de la construction connaît une hausse du courant d'affaires. Les branches du gros œuvre (prestations de maçonnerie et construction de bâtiments neufs) et des travaux publics (terrassement) sont les plus dynamiques. Cette tendance a été marquée principalement durant le premier semestre de l'année.

**Croissance de la production pour l'ensemble des branches.**

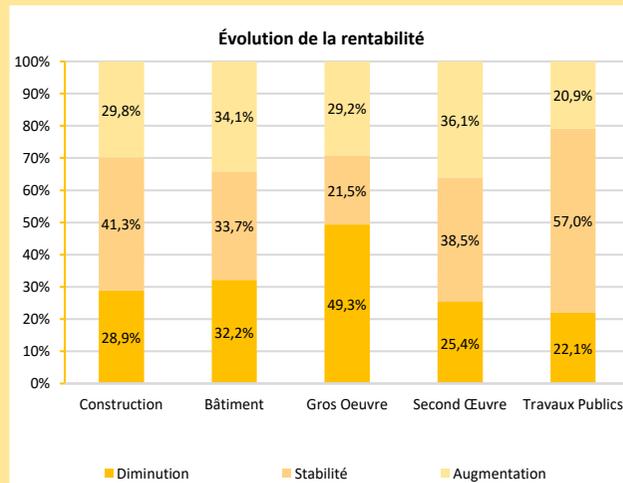
**Effectifs, dont intérim**

Le secteur a créé de l'emploi en 2022 pour répondre à l'accroissement de l'activité et respecter les délais. Toutefois, faute de candidats pour des postes en CDI, les entrepreneurs ont accentué le recours au personnel intérimaire, notamment dans le secteur du second œuvre. Les dirigeants des travaux publics ont privilégié les contrats pérennes notamment pour les conducteurs d'engins.

**Malgré des offres de poste non pourvues, renforcement des moyens humains.**



**Bilan 2022**



**Préservation des résultats d'exploitation grâce à la révision des prix de vente.**

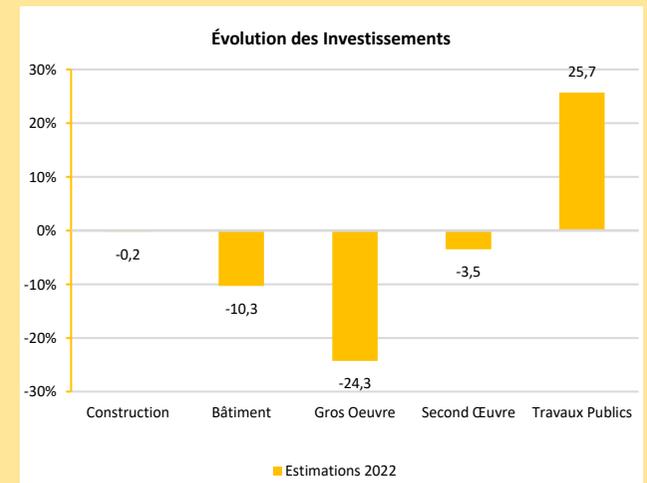
Malgré une progression élevée des charges d'exploitation, 42% des acteurs du secteur de la construction estiment que leur rentabilité s'est maintenue. Le réhaussement des prix de leurs prestations est à l'origine de cette situation. Dans le gros œuvre, un entrepreneur sur deux constate une réduction de sa rentabilité du fait de contrats antérieurs signés sans indexation des prix.

**Rentabilité**

**Maintien des budgets d'investissement, avec des disparités.**

Dans l'ensemble, les enveloppes allouées aux investissements sont restées stables. Cependant, elles connaissent des évolutions hétérogènes au sein des sous-secteurs. Après de fortes acquisitions en 2021, les dirigeants du bâtiment ont réduit les budgets dédiés aux immobilisations. A contrario, leurs confrères des travaux publics ont poursuivi leur politique d'accroissement des actifs.

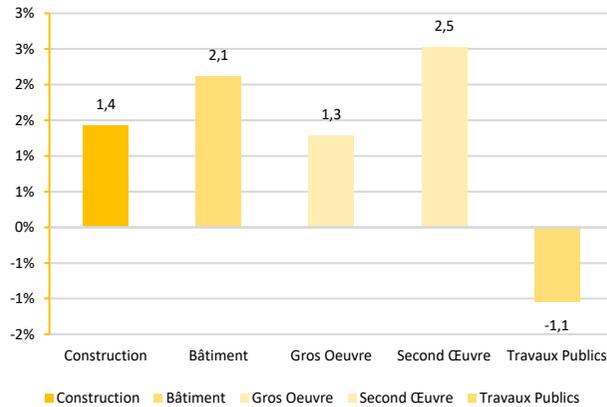
**Investissements**





**8%**  
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



### Production totale

Les prévisions s'orientent vers une croissance modérée du courant d'affaires pour l'année 2023. Le second œuvre bénéficie toutefois d'une demande soutenue par la rénovation énergétique. Les travaux publics connaîtraient un repli de leur production. La baisse de la demande publique expliquerait principalement cette situation.

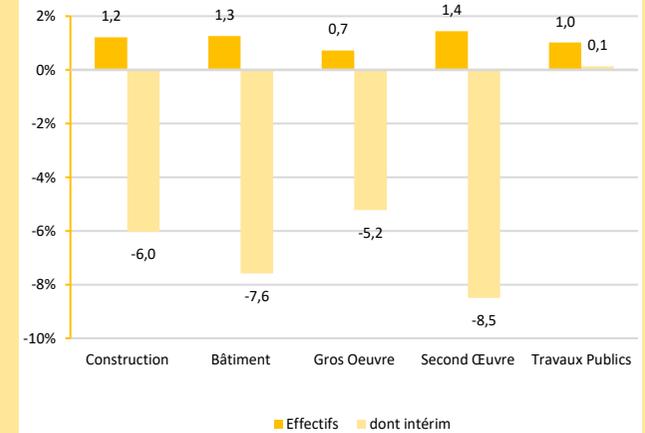
**Progression limitée du nombre de prestations avec réduction de l'activité pour les travaux publics.**

### Effectifs, dont intérim

Incertains sur les niveaux d'activité à venir, les chefs d'entreprise prévoient de consolider leurs équipes avec du personnel permanent. Ils envisagent de réduire les volants d'intérimaires. Les décideurs des travaux publics avaient anticipé cette démarche en 2022 d'où une stabilité du recours à l'emploi externe en 2023.

**Forte diminution du recours à l'intérim et accroissement modéré des effectifs.**

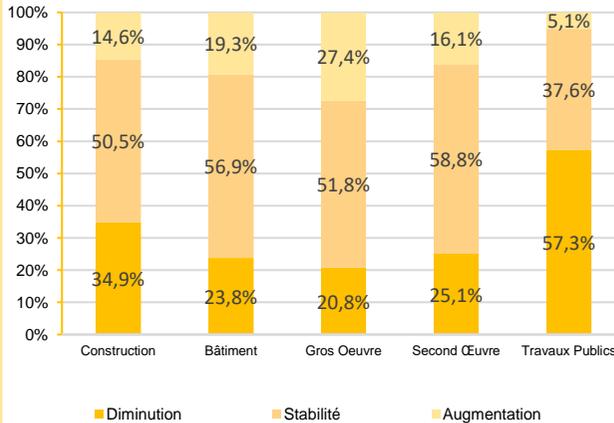
Évolution des effectifs



## Perspectives 2023



Évolution de la rentabilité



**Prévision de résultats stables, sauf pour les travaux publics.**

Seul un entrepreneur sur six prévoit une augmentation des résultats d'exploitation en 2023. Les incertitudes sur l'évolution des coûts énergétiques et des matériaux expliquent principalement cette prudence. Cette appréciation est plus marquée auprès des dirigeants des travaux publics : plus de la moitié d'entre eux entrevoient une inflexion de leurs bénéfices.

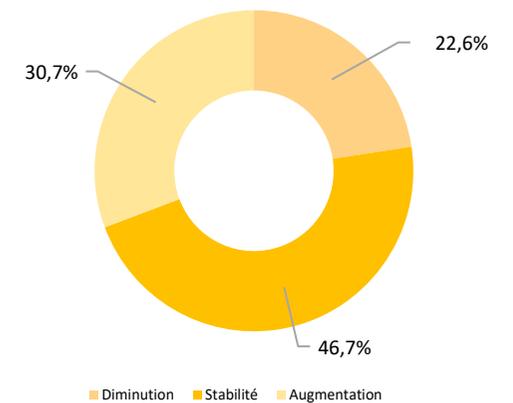
### Rentabilité

**Maintien voire augmentation des carnets de commandes.**

Le nombre de devis signés lors du second semestre 2022 laisse une belle visibilité, assez analogue à l'année écoulée. Dans le bâtiment, un peu plus de 40% des dirigeants anticipent un accroissement des entrées d'ordres. A contrario, seuls 7% des entrepreneurs des travaux publics escomptent une hausse des demandes. La baisse des appels d'offres des marchés publics explique ce positionnement.

### Carnets de commandes

Évolution des carnets de commandes



 Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2021-2022-2023).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

**1 754 entreprises nous ont répondu.**

**Elles représentent un effectif global de 215 156 personnes.**

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2021		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	782	141 198	241 912	58,4
Ind agricoles et alimentaires	109	20 227	29 587	68,4
Equip. électri./électro. autres machines	130	31 857	43 341	73,5
Fab. matériels de transport	44	18 357	27 435	66,9
Fab. autres produits industriels	499	70 757	141 549	50,0

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2021		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	442	43 357	155 064	30,9
Transports et entreposage	227	20 456	56 271	36,4
Information et communication	45	6 029	17 676	34,1
Activités spécialisées- scientif- techn-serv adm et soutien	170	16 872	81 117	20,8

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2021		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	528	30 601	111 357	27,5
Bâtiment	431	20 668	87 408	23,7
Gros oeuvre	115	5 887	21 842	27,0
Second oeuvre	316	14 781	65 566	22,5
Travaux publics	97	9 933	23 949	41,5



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	<a href="#">Crédits aux particuliers</a> <a href="#">Accès des entreprises au crédit</a> <a href="#">Crédits par taille d'entreprises</a> <a href="#">Financement des SNF</a> <a href="#">Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales</a> <a href="#">Crédits aux sociétés non financières</a>
 Epargne	<a href="#">Taux de rémunération des dépôts bancaires</a> <a href="#">Performance des OPC - France</a> <a href="#">Épargne des ménages</a> <a href="#">Évolutions monétaires France</a>
 Chiffres clés France et étranger	<a href="#">Défaillances d'entreprises</a> <a href="#">Principaux indicateurs économiques et financiers</a>
 Conjoncture	<a href="#">Conjoncture Industrie, services et bâtiment</a> <a href="#">Enquête sur le commerce de détail</a>
 Balance des paiements	<a href="#">Balance des paiements de la France</a>

**Banque de France  
Service des Affaires Régionales**

*3 place Broglie CS 20410 - 67002 - STRASBOURG CEDEX*

 **03.88.52.28.71**

 [region44.conjoncture@banque-france.fr](mailto:region44.conjoncture@banque-france.fr)

**Rédacteur en chef**

Jean-Michel CLAVIÉ, Directeur Départemental

**Directeur de la publication**

Laurent SAHUQUET, Directeur Régional

